

## "La quadrature de l'élargissement" dans Libération (10 décembre 1994)

**Légende:** Le 10 décembre 1994, commentant le Conseil européen d'Essen, le quotidien français Libération expose les enjeux de l'élargissement de l'Union européenne aux pays d'Europe centrale et orientale (PECO), notamment ceux relatifs à la Politique agricole commune (PAC) et à l'aide structurelle aux régions défavorisées.

**Source:** Libération. 10.12.1994, n° 4218. Paris.

**Copyright:** (c) Libération

**URL:** [http://www.cvce.eu/obj/"la\\_quadrature\\_de\\_l\\_elargissement"\\_dans\\_liberation\\_10\\_decembre\\_1994-fr-50931204-261f-45b8-8c6e-cf7db53f9fda.html](http://www.cvce.eu/obj/)

**Date de dernière mise à jour:** 18/09/2012

## La quadrature de l'élargissement

Jacques Amalric

Le succès du Conseil européen d'Essen sera jugé, dit-on, aux progrès effectués sur le dossier de l'élargissement de l'Union aux Etats d'Europe centrale. C'est vrai et c'est faux à la fois. C'est vrai, parce que la réunion marquera, avec une solennité certaine, l'enterrement des réticences et des arrière-pensées les plus marquées, l'acquiescement de tous les Etats membres au principe d'une avancée de l'Europe démocratique vers l'Est. C'est faux, parce que les problèmes qu'il faudra résoudre sont tellement complexes qu'on ne peut pas s'attendre à des décisions formelles à Essen, certainement pas à l'élaboration d'un calendrier pour l'admission des candidats les mieux placés, la Hongrie, la Pologne et la République tchèque – même si l'Allemagne songe à l'an 2.000.

C'est une chose de dire oui, dans un beau mouvement de menton, au principe de l'élargissement de l'Europe; la mauvaise conscience accumulée au fil des insurrections réprimées par l'Union soviétique nous y pousse et nous y contraint. L'Histoire aussi, qui prouve l'existence d'une vraie culture européenne, bien avant qu'il ne soit de mode d'en parler, l'Histoire, grâce à laquelle ces nations, séparées pendant près d'un demi-siècle, ont su conserver pour la plupart une mémoire démocratique, voire industrielle. Cela étant dit, il faut bien ouvrir les livres de comptes, se pencher sur les chiffres, les statistiques. Et ce qu'ils nous disent est loin d'être enthousiasmant. Même les Allemands, qui ont tant poussé à la roue pour vaincre les inquiétudes de la France et de plusieurs pays du Sud, en conviennent bien volontiers aujourd'hui.

Deux chapitres du dossier sont particulièrement épineux : celui de la politique agricole commune (PAC) et celui de l'aide structurelle aux régions défavorisées. Une extension aux pays d'Europe centrale et orientale des politiques communes, en vigueur actuellement au sein de l'Union, reviendrait au minimum à doubler le budget communautaire, qui s'envolerait de plus de 70 milliards d'écus à 150 (1 écu vaut 6,5 francs). Aucun pays membre n'est prêt, bien sûr, à se rallier à une telle solution. Toujours radicale, la Grande-Bretagne réclame donc l'abolition de la PAC – une de ces politiques communes qu'elle n'a jamais porté dans son cœur – ce qui signifierait la disparition rapide, entre autres, de l'agriculture française.

Les Allemands, eux, sont favorables à une réduction importante des subventions agricoles et des fonds structurels; c'est ce qu'on peut lire dans le fameux document de la CDU sur le « noyau dur », qui affirme notamment : « Une discussion est nécessaire sur les objectifs à long terme de la PAC et sur les caractéristiques principales de l'organisation financière à venir de l'Europe. » Cela promet de belles empoignades entre Européens – mais aussi entre Français, car on reste confondu de voir avec quelle légèreté plusieurs dirigeants conservateurs se sont livrés à une surenchère à propos de l'élargissement, sans se soucier demain d'être en porte à faux avec leur électorat rural. Jamais, il est vrai, ils n'ont pris la peine d'expliquer à ce même électorat que s'il est encore si important en France, c'est bien à Bruxelles qu'il le doit...

La liberté de circulation, que suppose l'appartenance à l'espace unique européen, promet aussi de poser de graves problèmes demain si elle est appliquée au pied de la lettre; en comparaison, les explosions paysannes qui accueillent, à chaque saison propice, les productions agricoles d'Espagne ou d'Italie, risquent d'apparaître comme de paisibles parties de campagne. Appliquée à certaines professions critiques, la liberté de circulation et d'installation entraînerait de véritables sinistres sociaux. C'est dire si on se dirige vers la définition de périodes transitoires extrêmement complexes, pays par pays.

Un livre blanc, dont la présidence française, qui commence le 1<sup>er</sup> janvier, va se retrouver en charge, abordera sans doute ces pistes, et développera, pour cette phase de préadhésion dont la durée va encore rester indéterminée, l'idée de réformes préalables indispensables, de la part des pays concernés, qui devront s'étendre à tous les appareils législatifs, voire réglementaires. Certains s'y préparent déjà, telle la République tchèque, qui affirme avoir déjà réduit de 25 % sa production agricole, et la Hongrie, qui rogne régulièrement les subventions accordées à ses agriculteurs. La Pologne, quant à elle, affirme vouloir diviser par trois, en cinq ans, le nombre de ses exploitations agricoles, ce qui ne garantira pas forcément une réduction de la production.

La solution de la quadrature de l'élargissement ne fait que commencer. Nul doute que le processus sera long, et qu'il sera marqué de graves crises, et de profondes incompréhensions, aussi bien chez certains membres de l'UE que chez les candidats à l'adhésion.